

## DÉCISION N° 2014-PDG-0112

### **CHICAGO MERCANTILE EXCHANGE INC. (Reconnaissance à titre de référentiel central en vertu de la *Loi sur les instruments dérivés*)**

Considérant que le 9 septembre 2014, Chicago Mercantile Exchange Inc. (« CME ») a déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») une demande de reconnaissance à titre de référentiel central (la « demande ») en vertu de l'article 12 de la *Loi sur les instruments dérivés*, RLRQ, c. I-14.01 (la « Loi »);

Considérant que CME a fait les déclarations suivantes à l'Autorité :

1. CME est une personne morale constituée en vertu des lois du Delaware, aux États-Unis, et dont le siège est situé à Chicago dans l'État de l'Illinois;
2. CME est une filiale en propriété exclusive de CME Group Inc. (« CMEG »), une personne morale ouverte à but lucratif constituée en vertu des lois du Delaware et dont les titres sont inscrits à la cote du NASDAQ Global Select Market; CMEG est la société mère de CME, Board of Trade of the City of Chicago, Inc., Commodity Exchange, Inc., et New York Mercantile Exchange, Inc.;
3. CME est un marché de contrats désigné (*designated contract market* ou « DCM ») et une chambre de compensation de dérivés (*derivatives clearing organization* ou « DCO ») au sens de la loi des États-Unis intitulée *Commodity Exchange Act* (« CEA »), et est assujettie à la surveillance réglementaire de la Commodity Futures Trading Commission (la « CFTC »), un organisme de réglementation du gouvernement fédéral américain; les activités de DCM et de DCO sont exercées au sein de divisions distinctes de CME, soit, respectivement, CME Exchange Division et CME Clearing Division;
4. CME est aussi inscrite provisoirement auprès de la CFTC à titre de référentiel de données sur les swaps (*swap data repository* ou « SDR ») en vue de fournir à ce titre, par l'entremise de ses services de référentiel central, des services pour les catégories d'actifs suivantes : crédit, taux d'intérêt, autres marchandises (les « marchandises ») et change; comme les activités de DCM et de DCO, les activités de SDR sont exercées au sein d'une division distincte de CME, soit CME SDR Division;
5. CME offrira une forme de référentiel central qui permettra aux participants du Québec de remplir leurs obligations de déclaration prévues par le *Règlement 91-507 sur les référentiels centraux et la déclaration de données sur les dérivés*, RLRQ, c. I-14.01, r. 1.1 (le « Règlement 91-507 »);
6. CME acceptera des données d'opérations sur dérivés ayant le crédit, les taux d'intérêt, les marchandises et le change comme catégories d'actifs;
7. CME n'a pas de bureaux ni d'autres installations physiques au Québec ou dans une autre province ou un territoire du Canada, sauf un bureau de commercialisation de CMEG à Calgary, Alberta, dont les activités se limitent à la commercialisation et au développement de produits énergétiques;

8. CME se conformera à toutes les exigences de la Loi et de ses règlements d'application, y compris le Règlement 91-507, applicables aux référentiels centraux;

Considérant que CME est actuellement assujettie à la surveillance de la CFTC à titre de SDR;

Considérant que la CFTC, l'Alberta Securities Commission, la British Columbia Securities Commission, la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario et l'Autorité ont conclu un protocole d'entente en matière de coopération et d'échange d'information concernant la supervision d'entités réglementées transfrontalières en date du 25 mars 2014;

Considérant que, lorsqu'elle sera reconnue à titre de référentiel central par l'Autorité, CME sera assujettie aux exigences applicables de la Loi et de ses règlements d'application;

Considérant que l'Autorité peut reconnaître un référentiel central aux conditions qu'elle détermine conformément à l'article 15 de la Loi;

Considérant que, sur le fondement de la demande et des déclarations faites par CME à l'Autorité, l'Autorité estime qu'il est dans l'intérêt du public de reconnaître CME à titre de référentiel central en vertu de l'article 12 de la Loi, sous réserve des conditions énoncées dans la présente décision;

Considérant que CME a accepté les conditions respectives énoncées dans la présente décision;

Considérant que, sur le fondement de l'analyse de la Direction principale de l'encadrement des structures de marché, le surintendant des marchés de valeurs recommande de reconnaître CME à titre de référentiel central;

En conséquence :

L'Autorité reconnaît CME à titre de référentiel central en vertu de l'article 12 de la Loi.

La présente décision est rendue aux conditions suivantes :

#### 1. Obligation générale

CME se conforme à toutes les exigences applicables de la Loi et de ses règlements d'application, y compris le Règlement 91-507.

#### 2. Supervision et conformité aux États-Unis

CME maintient sa qualité de SDR auprès de la CFTC aux États-Unis et demeure assujettie à la surveillance réglementaire de la CFTC.

CME continue de se conformer à la législation et à la réglementation des États-Unis qui sont applicables aux référentiels centraux et aux exigences des autorités de réglementation des États-Unis qui s'appliquent à son exploitation et à ses activités.

CME avise rapidement l'Autorité par écrit de tout changement important ou projet de changement important dans sa qualité de SDR aux États-Unis ou dans la surveillance réglementaire de la CFTC.

### 3. Propriété

CME remet à l'Autorité un avis écrit ainsi qu'une description détaillée et une évaluation de l'incidence de tout changement de contrôle de sa société mère, CMEG, 90 jours avant la prise d'effet du changement.

### 4. Services offerts

CME est reconnue au Québec à titre de référentiel central auquel les contreparties déclarantes communiquent des données sur les opérations concernant les catégories d'actifs suivantes : marchandises, crédit, taux d'intérêt et change. CME obtient l'approbation écrite préalable de l'Autorité pour agir à titre de référentiel central pour d'autres catégories d'actifs.

### 5. Confidentialité

CME protège la confidentialité de l'information qu'elle reçoit dans le cours de ses activités au Québec, en conformité avec la législation sur l'accès à l'information et sur la protection des renseignements personnels.

### 6. Accès et participation

Trente jours après la fin de chaque semestre à compter de la date de la présente décision, CME remet à l'Autorité une liste des contreparties locales (au sens du Règlement 91-507) auto-identifiées à qui elle a donné accès à ses services.

Si une contrepartie locale (au sens du Règlement 91-507) demande l'accès aux services de CME et que cet accès lui est refusé, CME en avise rapidement l'Autorité.

### 7. Déclaration des données

#### a) Collecte des données

CME avise l'Autorité de tout changement important apporté aux spécifications des méthodes (y compris les modèles et les systèmes) de collecte des données qui lui sont déclarées par les participants en vertu du Règlement 91-507, ou à la définition, à la structure et au format des données, au moins 45 jours avant la mise en œuvre du changement; si le changement apporté n'est pas important, le délai est d'au moins une semaine.

CME ne modifie, ne crée, ne supprime, ne définit ou ne change autrement les champs de données que doivent déclarer les participants qui sont des contreparties déclarantes ou qui déclarent des données au nom de contreparties déclarantes en vertu du Règlement 91-507 que d'une manière et dans un délai que l'Autorité juge acceptables après avoir consulté CME et pris en compte toute implication pratique de telles modifications sur CME.

CME continue de faire de son mieux pour s'adapter aux procédures et aux normes de communication internationalement reconnues pour la collecte et la déclaration des données à déclarer en vertu du Règlement 91-507, ainsi que l'exige l'Autorité, d'une manière et dans un délai que l'Autorité juge acceptables.

CME détermine l'ordre des données sur les événements du cycle de vie à déclarer en vertu du Règlement 91-507 et relie les événements du cycle de vie aux données à communiquer à l'exécution de l'opération initiale.

Pour les champs de données concernant une catégorie d'actifs ou un produit en particulier à déclarer en vertu du Règlement 91-507 pour chaque opération, CME collabore avec l'Autorité pour donner aux participants qui sont des contreparties locales (au sens du Règlement 91-507) le choix de donner une valeur indiquant qu'un champ n'est pas pertinent pour l'opération.

Pour les opérations à déclarer en vertu du Règlement 91-507, CME détermine un sous-ensemble de champs obligatoires qui, si aucune valeur n'y est insérée, entraînent le rejet des opérations, et rejette en conséquence les opérations à déclarer en vertu du Règlement 91-507.

b) Mise à la disposition du public des données en vertu de l'article 39 du Règlement 91-507

CME s'assure que les données devant être mises à la disposition du public en vertu de l'article 39 du Règlement 91-507, s'il y a lieu, sont présentées dans un format et diffusées d'une manière que l'Autorité juge acceptables. Sans que soit limitée la portée générale de ce qui précède, CME s'assure que le public peut facilement se procurer ces données ou y avoir accès en se rendant à la page d'accueil de son site Web.

CME s'assure que les données globales devant être mises à la disposition du public en vertu de l'article 39 du Règlement 91-507 remplissent les critères indiqués à l'annexe A de la présente décision, dans sa version modifiée à l'occasion. CME s'assure que toutes les autres données devant être mises à la disposition du public en vertu de l'article 39 du Règlement 91-507 ne sont pas mises à la disposition du public avant que l'Autorité ait approuvé la méthode et le format de diffusion.

CME anonymise les données devant être mises à la disposition du public en vertu de l'article 39 du Règlement 91-507 et les modifie autrement en fonction de seuils ou d'autres critères, suivant les indications de l'Autorité.

CME exclut des données devant être mises à la disposition du public en vertu de l'article 39 du Règlement 91-507 les opérations désignées comme « intragroupe » qui lui sont soumises.

CME modifie, crée, supprime, définit ou change autrement les données qui doivent être mises à la disposition du public en vertu de l'article 39 du Règlement 91-507 d'une manière et dans un délai que l'Autorité juge acceptables après avoir consulté CME et pris en compte toute incidence pratique de telles modifications sur CME.

Sur demande de l'Autorité, CME reporte puis reprend ultérieurement la mise à la disposition du public des données à déclarer en vertu de l'article 39 du Règlement 91-507, d'une manière et dans un délai que l'Autorité juge acceptables.

c) Remise de données à l'Autorité

Il est entendu que, selon l'article 37 du Règlement 91-507, au moins une fois par jour, CME fournit à l'Autorité les données à communiquer à l'exécution qui correspondent aux

événements du cycle de vie survenus jusqu'au plus récent événement du cycle de vie, inclusivement, ainsi que les données de valorisation, au moyen d'un portail sécurisé pour les données qui lui sont déclarées en vertu du Règlement 91-507. En outre, elle collabore avec l'Autorité en communiquant les données qui lui ont été déclarées en vertu du Règlement 91-507 qu'elle a en sa possession et dont l'Autorité a besoin pour remplir son mandat, y compris, sans limitation, les données à communiquer à l'exécution, les données sur les événements du cycle de vie et les données de valorisation, au moyen d'un portail sécurisé et d'un accès SFTP, d'une manière et dans un délai que l'Autorité juge acceptables.

CME collabore avec l'Autorité en fournissant les rapports que cette dernière pourrait demander, y compris, sans limitation, des rapports sur les événements du cycle de vie et sur les opérations ayant trait aux données qui lui ont été déclarées en vertu du Règlement 91-507, d'une manière et dans un délai que l'Autorité juge acceptables.

CME applique des mesures exemplaires du secteur pour faire en sorte qu'un numéro de la version et une mention de la date identifient clairement les changements apportés aux méthodes d'extraction et de chargement des données à déclarer à l'Autorité en vertu du Règlement 91-507. Sauf si, en vertu de l'article 3 du Règlement 91-507, elle doit déposer une modification de l'information fournie conformément à l'Annexe 91-507A1, CME fournit à l'Autorité un résumé des modifications apportées aux méthodes d'extraction et de chargement des données une semaine avant la mise en œuvre de ces modifications.

Lorsqu'une opération est subdivisée en une série d'unités comportant de multiples dates de règlement, CME établit la valeur du prix de règlement de chaque unité en fonction de ses modalités. La valeur globale de toutes les unités prises individuellement dans la position d'un produit doit être égale au cours de l'ensemble équivalent de positions ouvertes pour chaque participant.

## 8. Modification de l'information

Si CME est tenue de déposer une modification à l'information fournie conformément à l'Annexe 91-507A1 en vertu du paragraphe 1) de l'article 3 du Règlement 91-507 et que la modification projetée doit également être déposée auprès de la CFTC, elle peut satisfaire à cette obligation de dépôt en fournissant simultanément à l'Autorité l'information déposée auprès de la CFTC. Si un changement significatif touchant l'information fournie au formulaire prévu à l'Annexe 91-507A1 n'est pas à déposer auprès de la CFTC par ailleurs ou qu'il ne concerne que le Canada en ce qu'il ne porte que sur les activités de référentiel central de CME au Canada, celle-ci doit se conformer à l'obligation de dépôt prévue au paragraphe 1) de l'article 3 du Règlement 91-507.

## 9. Changements dans les règlements

CME n'applique à ses services de référentiel central au Canada que les règles du référentiel central canadien.

Si CME est tenue de déposer des changements aux règles du référentiel central canadien auprès de la CFTC pour approbation, elle fournit à l'Autorité, au moment du dépôt et au plus tard 10 jours ouvrables avant la date de prise d'effet prévue, tout changement dans les règles applicables aux participants québécois.

Si CME est tenue de déposer des changements aux règles du référentiel central canadien auprès de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario pour approbation, elle fournit à l'Autorité, au moment du dépôt et au plus tard 10 jours ouvrables avant la date de prise d'effet prévue, tout changement dans les règles applicables aux participants québécois.

CME fournit à l'Autorité, dans les 30 jours suivant la fin de chaque trimestre, un exemplaire des règles du référentiel central canadien indiquant les changements cumulatifs qui y ont été apportés au cours du trimestre.

#### 10. Systèmes

CME donne à l'Autorité un préavis d'au moins 30 jours avant la finalisation de l'examen prévu au paragraphe 6 de l'article 21 du Règlement 91-507, et après consultation avec l'Autorité, apporte à la portée de cet examen toute modification raisonnable que demande l'Autorité.

#### 11. Tarification

D'ici le 31 octobre 2016 et à d'autres moments ultérieurs indiqués par l'Autorité, CME examine la tarification de ses services de référentiel central au Canada. Elle fournit à l'Autorité un rapport écrit sur les conclusions de cet examen dans les 30 jours suivant la fin de l'examen.

#### 12. Commercialisation des données

CME ne limite pas sans motif valable l'accès aux données qui lui sont déclarées en vertu du Règlement 91-507 et qui doivent être mises à la disposition du public en vertu de l'article 39 de ce règlement, ni l'utilisation qui est faite de ces données.

CME ne limite pas l'accès aux données qui lui sont déclarées en vertu du Règlement 91-507 et qui doivent être mises à la disposition du public en vertu de l'article 39 de ce règlement ni l'utilisation qui est faite de ces données, sans l'approbation écrite préalable de l'Autorité.

Trente jours avant la prise d'effet de changements qu'il est prévu d'apporter aux modalités d'accès ou d'utilisation concernant les données déclarées à CME en vertu du Règlement 91-507 qui doivent être mises à la disposition du public en vertu de l'article 39 de ce règlement, CME donne à l'Autorité un avis de ces changements et y inclut une description détaillée de ceux-ci.

CME ne doit pas, comme condition à l'obtention de la qualité de participant ou à la communication des données qui lui sont déclarées en vertu du Règlement 91-507 par un participant, exiger le consentement du participant à la publication, à des fins commerciales ou d'affaires, des données déclarées.

Il est entendu que, en vertu du sous-paragraphe a) du paragraphe 2) de l'article 22 du Règlement 91-507, CME ne peut communiquer de données qui lui ont été déclarées en vertu de ce règlement qui doivent être mises à la disposition du public en vertu de l'article 39 de ce règlement à des fins commerciales ou d'affaires avant que ces données soient mises à la disposition du public.

Si les données qui sont déclarées à CME en vertu du Règlement 91-507 contiennent des renseignements exclusifs de tiers, CME a la responsabilité d'obtenir tous les consentements nécessaires de ces tiers avant de communiquer les données à des fins commerciales ou d'affaires.

En plus de se conformer au paragraphe 2) de l'article 22 du Règlement 91-507, CME ne peut communiquer les données qu'elle est tenue de communiquer en vertu du Règlement 91-507 à des fins commerciales ou d'affaires relativement à une gamme de produits ou de services sans d'abord obtenir l'approbation écrite préalable de l'Autorité quant au type et à la nature de la gamme de produits ou de services commerciaux ou d'affaires, de la manière suivante :

- a) CME donne à l'Autorité un avis écrit du type et de la nature de la gamme de produits ou de services commerciaux ou d'affaires au moins 10 jours ouvrables avant la date prévue de lancement de la gamme;
- b) Si l'Autorité ne s'oppose pas à la gamme de produits ou de services dans les 10 jours ouvrables de la réception de l'avis, la gamme est réputée approuvée par elle;
- c) Si l'Autorité s'oppose à la gamme de produits ou de services dans les 10 jours ouvrables de la réception de l'avis, elle procède à un examen et prend une décision concernant l'approbation de la gamme dans les 30 jours suivant la remise de l'avis de CME visé au paragraphe a ci-dessus.

### 13. Dispositions transitoires

CME réalise les étapes suivantes en ce qui a trait à l'élaboration et à la mise en œuvre de ses services :

- a) faciliter la mise à l'essai de l'accès et de la connectivité à ses systèmes par l'Autorité à compter du 12 septembre 2014 en préparation de la mise en œuvre de l'accès à la base de données de production au plus tard le 30 septembre 2014;
- b) effectuer des essais d'acceptation par les utilisateurs avec les participants et les utilisateurs pour diverses catégories d'actifs – change, crédit, taux d'intérêt et marchandises – d'ici le 30 septembre 2014.

CME facilite, à la satisfaction de l'Autorité, la mise à l'essai de l'accès et de la connectivité à ses systèmes par l'Autorité.

CME effectue des essais relativement aux participants qui sont des contreparties locales (au sens du Règlement 91-507) et obtient des résultats que l'Autorité juge satisfaisants pour s'assurer que les données et les rapports à communiquer à l'Autorité par l'entremise de ses services de référentiel central au Canada donnent une image exacte et complète de l'ensemble des données qui doivent être communiquées par les participants qui sont des contreparties locales (au sens du Règlement 91-507). CME remet à l'Autorité un compte rendu des résultats rapidement après la fin des essais.

Pendant les deux années qui suivent la date de la présente décision, CME remet à l'Autorité, 30 jours après la fin de chaque trimestre, un rapport résumant le nombre de demandes d'accès à ses services de référentiel central au Canada qui sont en cours au Québec à la fin de chaque

trimestre et tout problème important rencontré au cours du trimestre en ce qui a trait à l'accueil de nouveaux participants ou aux déclarations d'information de contreparties locales (au sens du Règlement 91-507), ainsi que les mesures prévues par CME pour régler tout problème rencontré.

CME veille à ce que soit fourni à l'Autorité un accès approprié, y compris un accès direct, des flux de données, un navigateur et des interfaces Internet, des rapports ou toute autre forme pertinente d'accès, suit les activités de développement des fournisseurs de services qu'elle engage pour tous les systèmes (y compris les applications) de soutien à ses fonctions de référentiel central, veille à ce que ses systèmes soient sécuritaires et à ce que les vulnérabilités en matière de sécurité des systèmes soient surveillées et rapidement corrigées.

CME veille à ce que les travaux nécessaires de maintenance et de mise à niveau de ses services et systèmes de référentiel central soient effectués dans le bon ordre de priorité et par des effectifs suffisants et à ce que, au besoin, les problèmes rencontrés soient transmis à la haute direction.

#### 14. Obligations d'information

CME signale rapidement à l'Autorité tout événement, toute circonstance ou toute situation qui pourrait sensiblement l'empêcher de continuer de se conformer aux conditions de la présente décision.

Dès qu'elle peut raisonnablement le faire, CME avise l'Autorité de toute intervention d'urgence prévue qui aurait pour effet de modifier, de limiter, de suspendre ou d'interrompre ses services.

CME fournit rapidement à l'Autorité l'information concernant toute enquête ou action en justice connue d'importance entamée contre elle, à la condition qu'aucune loi applicable ne lui interdise de le faire.

CME fournit rapidement à l'Autorité les détails concernant, s'il y a lieu, la nomination d'un séquestre ou la conclusion d'un arrangement volontaire avec ses créanciers.

#### 15. Échange d'informations et coopération entre les autorités de réglementation

CME fournit à l'Autorité l'information concernant ses activités à titre de référentiel central reconnu et les documents qui lui sont demandés à l'occasion, et coopère par ailleurs avec l'Autorité, sous réserve de la législation, notamment la législation en matière de protection des renseignements personnels (y compris le privilège du secret professionnel de l'avocat), qui régit l'échange d'informations et la protection des renseignements personnels.

CME fournit aux autorités autres que l'Autorité l'accès aux données à déclarer en vertu du Règlement 91-507, conformément aux lois et aux règlements pertinents régissant cet accès.

Fait le 23 septembre 2014.

Louis Morisset  
Président-directeur général

## Annexe A

### Modèle de données globales à mettre à la disposition du public

Un référentiel central reconnu au Québec (un « **référentiel central reconnu** ») est tenu de faire connaître au public l'étendue et le type des données globales indiquées dans la présente annexe A pour remplir ses obligations en vertu de l'article 39 du Règlement 91507.

#### Partie I. Notionnel courant et nombre de positions ouvertes

1. Pour chaque période de référence, un référentiel central reconnu doit publier les données qui suivent à la date du rapport :
  - a) le notionnel brut de toutes les positions ouvertes,
  - b) le nombre total de positions ouvertes.
2. Un référentiel central reconnu doit publier au moins les données visées à la rubrique 1 pour les périodes de référence suivantes :
  - a) la semaine courante;
  - b) la semaine précédente;
  - c) les quatre semaines précédant la semaine courante.
3. Un référentiel central reconnu doit publier les données visées à la rubrique 1 selon les ventilations suivantes :
  - a) catégorie d'actifs : marchandises, taux d'intérêt, crédit, change et capitaux propres;
  - b) catégories d'actifs du paragraphe a) selon la durée : 0 à 3 mois, 3 à 6 mois, 6 à 12 mois, 12 à 24 mois, 24 à 60 mois, et plus de 60 mois;
  - c) catégories d'actifs du paragraphe a) selon que l'opération est compensée ou non.
4. Un référentiel central reconnu doit publier les données visées à la rubrique 1 selon les catégories de produits suivantes pour chaque catégorie d'actifs :

Marchandises	Taux d'intérêt	Crédit	Change	Capitaux propres
Métaux	Swap sur taux d'intérêt	Référencé à une seule entité souveraine	Contrats de change à terme non livrables	Swap référencé à une seule entité
Électricité	Contrat de garantie de taux	Référencé à une seule entité non souveraine	Options non livrables	Swap référencé à un seul indice
Gaz naturel	Échange de devises	Indice (y compris tranche d'indice)	Contrat à terme de gré à gré	Swap sur panier
Pétrole	Option (y compris plafond/plancher)	Swap sur rendement total	Option classique	Contrat sur différence
Charbon	Exotique	Swaptions	Exotique	Option
Indice	Autre	Exotique	Autre	Contrat à terme de gré à gré

Agriculture		Autre		Exotique
Environnement				Autre
Fret				
Exotique				
Autre				

5. Malgré la rubrique 4, un référentiel central reconnu doit publier les données visées à la rubrique 1 pour une catégorie de produits en particulier précisée à la rubrique 4 dans la catégorie « Autre » s'il y a moins de 30 positions ouvertes dans cette catégorie de produits pour une période donnée.
6. Malgré les rubriques 3 et 4, un référentiel central reconnu n'est pas tenu de déclarer le notionnel brut de toutes les positions ouvertes pour la catégorie d'actif « marchandises ».
7. Un référentiel central reconnu doit commencer la publication des données requises en vertu du sous-paragraphe a) du paragraphe 2) de la partie I dans la semaine se terminant le 28 novembre. Un référentiel central reconnu doit commencer la publication des données requises en vertu des sous-paragraphe a) et b) du paragraphe 2) de la partie I dans la semaine se terminant le 5 décembre. Un référentiel central reconnu doit commencer la publication des données requises en vertu des sous-paragraphe a), b) et c) du paragraphe 2) de la partie I dans la semaine se terminant le 19 décembre.

## **Part II. Notionnel de renouvellement et nombre d'opérations**

1. Pour chaque période de référence, un référentiel central reconnu doit publier les données qui suivent à la date du rapport :
  - a) le notionnel de renouvellement brut (c'est-à-dire le notionnel brut de toutes les nouvelles opérations conclues pendant la période en question);
  - b) le nombre total d'opérations.
2. Un référentiel central reconnu doit publier au moins les données visées à la rubrique 1 pour les périodes de référence suivantes :
  - a) la semaine courante;
  - b) la semaine précédente;
  - c) les quatre dernières semaines.
3. Un référentiel central reconnu doit publier les données visées par la rubrique 1 selon les ventilations suivantes :
  - a) catégorie d'actifs : marchandises, taux d'intérêt, crédit, change et capitaux propres;
  - b) catégories d'actifs du paragraphe a) selon la durée : 0 à 3 mois, 3 à 6 mois, 6 à 12 mois, 12 à 24 mois, 24 à 60 mois, et plus de 60 mois;
  - c) catégories d'actifs du paragraphe a) selon que l'opération est compensée ou non.
4. Un référentiel central reconnu doit publier les données visées à la rubrique 1 selon les catégories de produits suivantes pour chaque catégorie d'actifs :

Marchandises	Taux d'intérêt	Crédit	Change	Capitaux propres
Métaux	Swap sur taux d'intérêt	Référencé à une seule entité souveraine	Contrats de change à terme non livrables	Swap référencé à une seule entité
Électricité	Contrat de garantie de taux	Référencé à une seule entité non-souveraine	Options non livrables	Swap référencé à un seul indice
Gaz naturel	Échange de devises	Indice (y compris tranche d'indice)	Contrat à terme de gré à gré	Swap sur panier
Pétrole	Option (y compris plafond/plancher)	Swap sur rendement total	Option classique	Contrat sur différence
Charbon	Exotique	Swaptions	Exotique	Option
Indice	Autre	Exotique	Autre	Contrat à terme de gré à gré
Agriculture		Autre		Exotique
Environnement				Autre
Fret				
Exotique				
Autre				

5. Malgré la rubrique 4, un référentiel central reconnu doit publier les données visées à la rubrique 1 pour une catégorie de produits en particulier précisée à la rubrique 4 dans la catégorie « Autre » lorsqu'il y a eu moins de cinq nouvelles opérations dans cette catégorie de produits au cours des quatre semaines précédentes.

6. Malgré les rubriques 3 et 4, un référentiel central reconnu n'est pas tenu de déclarer le notionnel de renouvellement pour la catégorie d'actifs « marchandises ».

7. Un référentiel central reconnu doit commencer la publication des données requises en vertu de la présente partie II dans la semaine se terminant le 12 décembre.

### Notes explicatives

<b>Monnaie</b>	La monnaie de libellé des déclarations est le <b>dollar canadien</b> . Les référentiels centraux sont libres de choisir le taux de conversion, mais doivent indiquer la source dans les déclarations. Si la monnaie de libellé d'une opération n'est pas le dollar canadien, le notionnel équivalent en dollars canadiens doit être établi au moyen du taux de conversion en vigueur à la date de publication de la déclaration.
<b>Nombre</b>	Représente le nombre de nouvelles opérations uniques déclarées à un

<b>d'opérations</b>	<p>référentiel central au cours d'une semaine.</p> <p>Chaque opération est inscrite une seule fois, et les accords de compensation (y compris de compression) ne sont pas pris en compte.</p>
<b>Opérations préexistantes</b>	<p>Les opérations préexistantes devraient être incluses dans le calcul du notionnel en cours total et du nombre de positions ouvertes, mais exclues du calcul du notionnel de renouvellement et du nombre de nouvelles positions.</p>
<b>Position ouverte</b>	<p>S'entend d'un aperçu des positions ouvertes à la fin de la période de référence.</p>
<b>Date de publication</b>	<p>Les référentiels centraux devraient publier des données globales au plus tard le mercredi suivant la semaine de référence.</p>
<b>Durée</b>	<p>Pour le notionnel courant et les positions ouvertes, utiliser la durée restante du contrat, c'est-à-dire la différence entre <b>la date de la fin de la semaine de la période de référence</b> et la date d'expiration de la position.</p> <p>Pour le notionnel de renouvellement et/ou le nombre d'opérations, utiliser l'échéance initiale, qui correspond à la différence entre la date de fin et la date de début.</p> <p>La durée doit être arrondie au mois. La limite supérieure d'une catégorie est incluse dans la catégorie (c'est-à-dire que la catégorie 0-3 M comprend 0, 1, 2 et 3M et la catégorie 3-6M n'inclut pas 3M.).</p>
<b>Semaine</b>	<p>Une semaine se définit comme ayant une heure d'exécution se situant dans la période du samedi 0 h 0 min 0 s UTC au vendredi 23 h 59 min 59 s UTC. Les opérations exécutées pendant cette période, mais qui sont déclarées dans les deux jours suivants à la fin de la semaine doivent être incluses dans le rapport hebdomadaire. Les opérations exécutées pendant la période susmentionnée, mais qui sont déclarées après les deux jours suivants à la fin de la semaine ne doivent pas être incluses dans le rapport hebdomadaire.</p>
<b>Critère d'évaluation de la convivialité des données publiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les données pourraient être téléchargées.</li> <li>• Les données sont dans un format convivial (par exemple csv) plutôt qu'en pdf.</li> <li>• Les données des périodes de la section 2 des parties 1 et 2 peuvent être consultées sans qu'il soit nécessaire de s'inscrire, de faire une demande ou de remplir une autre condition.</li> </ul>
<b>Identité de la contrepartie</b>	<p>Le référentiel central reconnu ne doit pas divulguer l'identité des contreparties à l'opération.</p>